

# La voix de l'opposition de gauche

## Arguments politiques et actualité politique.

**Pondichéry (Inde), le 9 novembre 2018.**

1- L'ampleur et la nature de l'opération policière montée à l'encontre de Mélenchon et LFI par Macron ou plutôt ses parrains et leurs sbires de la magistrature, illustre si besoin était le bien-fondé de l'orientation politique que j'ai adoptée. Si nous avons eu besoin de la justifier, et bien maintenant on peut affirmer que c'est fait.

Macron cristallise le mécontentement d'une partie des masses, ce qui était prévisible, et l'oligarchie qui devait s'y attendre s'inquiète de la popularité de Mélenchon et de LFI, ce qui bouleverse ses plans. Aussi vont-ils multiplier les provocations pour briser la dynamique qui a commencé à se développer au sein des masses, et qui se manifeste par la multiplication des mouvements sociaux à travers tout le pays, depuis que Macron a entrepris d'appliquer à la lettre son programme ultra réactionnaire. J'ignore si elle profite à LFI, mais c'est en tout cas ce qu'ils craignent et ce qu'aurait révélé apparemment certains sondages antérieurs, crainte qui à mon avis est infondé, car je ne vois pas pourquoi tout d'un coup les travailleurs qui s'abstenaient massivement régulièrement lors des élections européennes auraient soudainement envie d'aller voter, mais après tout on ne sait jamais, c'est sans doute ce qu'ils se disent ou l'explication de cette opération policière.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que le type de régime de nature totalitaire qu'ont conçu les oligarques et leurs idéologues, implique la confiscation du pouvoir, des institutions ou la neutralisation de tous les partis politiques (et des syndicats) qui jusqu'à présent jouèrent un rôle dans le parlementarisme ou alternèrent au pouvoir depuis 1958, au profit d'un parti unique qui lui-même serait appelé à avoir un statut et un fonctionnement dignes de ceux qui existent dans l'armée où la troupe est soumise à une discipline de fer et sommée d'obéir sans broncher aux ordres qui lui sont transmis par ses supérieurs hiérarchiques, autrement dit concernant les élus de LREM, doivent adopter et appliquer les mesures dictées par la crise du capitalisme ou qui correspondent aux besoins de l'oligarchie qu'incarne Macron et son gouvernement.

Par conséquent, il n'est pas concevable qu'un parti puisse concurrencer ou menacer le pouvoir dont dispose désormais LREM et son chef incontesté, Macron. C'est davantage la structure du pouvoir ou le type de régime qu'ils sont en train de mettre en place qui ne doit souffrir aucune contestation. Cela on a pu l'observer lors du déroulement de la campagne des élections présidentielles de 2017 où fut éliminé le candidat de LR (Fillon) en recourant à une cabale, au profit de la candidate du FN (Le Pen) qui devait accéder au second tour parce qu'elle ne constituait pas une réelle menace face à Macron.

Pour qu'on ne nous accuse pas de ménager Fillon, on ne sait jamais, il faut préciser que la cabale dont fut victime Fillon et sur laquelle se focalisèrent les médias, reposait d'une part sur une accusation dont auraient pu faire l'objet tous les candidats issus de partis politiques déjà présents à l'Assemblée nationale, d'autre part elle consista pour l'occasion en une interprétation hors du commun de la législation sur les assistants parlementaires en reprochant à Fillon d'avoir exploité les failles qu'elle comportait.

L'arrivée au pouvoir de Macron devait coïncider avec une modification qualitative de la nature du régime.

Depuis 1958, le régime bonapartiste de la Ve République reposa essentiellement sur le consensus, la collusion, la collaboration de classe qui existait entre les représentants officiels du capitalisme et ses agents au sein de la classe ouvrière qui siégeaient à l'Assemblée nationale principalement, où, moyennant leur loyauté envers le régime, il leur fut octroyé en échange quelques concessions de façade ou quelques miettes à la marge destinées à calmer la classe ouvrière ou les classes moyennes, ce qui leur permit de sauver les apparences, de sorte que la stabilité du régime fut assurée et permis aux capitalistes de vaquer tranquillement à leurs affaires.

Durant la longue période qui alla de 1958 à nos jours, il arriva à plusieurs reprises que les masses exploitées témoignent leur impatience ou leur exaspération et exigent de réelles réformes sociales ou une amélioration substantielle de leur niveau de vie, qui s'exprima lors d'élections présidentielles et législatives notamment (1981 et 2012) par le rejet du parti de l'ordre au pouvoir (UDR-RPR-UMP-LR ; UDF-MoDem) qu'ils renvoyèrent dans l'opposition parlementaire, en portant au pouvoir son suppléant, le PS, auquel devait s'associer le PCF ou qui devait le soutenir en ne participant pas au gouvernement. Mitterrand et Hollande et les gouvernements qu'ils formèrent, gouvernèrent loyalement pour le compte du capitalisme tout en se fondant dans les institutions de la Ve République, de sorte que pour les capitalistes et les masses exploitées, la vie continua comme avant.

Cependant, au terme de chaque législature, après avoir adopté les mesures que la crise du capitalisme exigeait, crise qui n'allait pas cesser de s'amplifier à l'échelle mondiale durant ces quatre décennies (1981-2017), le parti au pouvoir fut renvoyé dans l'opposition parlementaire sans jamais être parvenu à appliquer l'intégralité de son programme, qui consistait essentiellement à s'attaquer à tous les droits acquis ou concédés dans le passé aux exploités, en procédant à leur liquidation par petits bouts à défaut d'avoir pu les liquider d'un coup par crainte de la réaction des masses ou du mouvement ouvrier.

N'étant parvenu que partiellement à atteindre leurs objectifs, après que le parti de l'ordre, LR, et son clone de gauche, le PS, se soient succédés au pouvoir, l'oligarchie ou leurs maîtres décidèrent que le moment était enfin venu de frapper un grand coup et de mettre un terme définitif à cette alternance ou de se débarrasser du vernis élimé démocratique qui ornait le régime bonapartiste depuis plus d'un demi-siècle au profit d'un régime ouvertement despotique ou totalitaire.

Les bonnes choses et les mauvaises devant avoir une fin un jour, on doit avouer que ce tournant n'est pas pour nous déplaire à plus d'un titre, bien qu'il soit porteur d'une lourde menace.

Tout d'abord, parce que c'est une formidable imposture qui prend fin, ensuite parce que non seulement toutes les théories ou stratégies adoptées par les dirigeants de tous les partis dits ouvriers sont balayés du même coup, et ils vont devoir également rendre des comptes à leurs militants, ainsi qu'à tous ceux qui les avaient soutenus dans le passé, dont je faisais partie et j'y tiens absolument, et enfin, on peut espérer que le mouvement ouvrier et son avant-garde en profiteront pour se reconstruire sur des bases saines, épurées de l'opportunisme ou du dogmatisme qui les avait pourris de l'intérieur, afin de se préparer et de préparer les travailleurs à l'affrontement direct qui s'annonce avec la réaction ou le régime dans le seul objectif de le renverser, de s'emparer du pouvoir politique, de procéder à un changement radical de société...

Revenons en arrière.

Donc toujours sous la Ve République, on vient de passer d'un Président de la République flanqué d'une majorité parlementaire à l'Assemblée nationale composée de godillots de droite ou de gauche, à un conseil d'administration ou plutôt une assemblée générale d'actionnaires d'une start-up, qui comme tout conseil d'administration n'accorde aucune voix délibérative aux travailleurs, dans le meilleur ou le pire des cas selon la manière dont on l'analyse, leur participation consiste uniquement à cautionner ses décisions ou son orientation.

On peut donc en conclure, que l'oligarchie, les banquiers, les actionnaires des multinationales ont réalisé un hold-up sur le pouvoir politique en France dans le cadre de la Ve République, et que le régime dorénavant en place est de nature totalitaire.

Ce qui trouble de nombreux militants ou travailleurs, c'est qu'ils y soient parvenus en maintenant la Constitution et les institutions, alors que généralement un régime tyrannique l'abroge et les suspend. Or, le fait qu'ils soient parvenus au pouvoir dans le cadre de la Constitution de la Ve République aurait dû leur mettre la puce à l'oreille et les inciter à en faire une nouvelle lecture moins légère ou approximative que par le passé, et ils se seraient aperçus qu'elle recélait les vertus d'un véritable régime despotique qui ne demandaient qu'à être exploitées le moment venu.

Peut-être que ceci explique cela.

Ce qui paraît à peine croyable, ce n'est pas l'établissement de ce régime, ni qu'il soit compatible avec la Constitution de la Ve République, mais bien plutôt qu'il ait été qualifié pendant aussi longtemps de République démocratique bourgeoise, alors qu'en réalité il y figurait en filigrane depuis sa proclamation. Ce qui signifie qu'on a délibérément ignoré ou sous-estimé que dès son instauration la Ve République fut un régime de type bonapartiste déguisé en démocratie, qui tendrait inexorablement à devenir un régime totalitaire au fur et à mesure que la crise du capitalisme s'amplifierait, si la Constitution de la Ve République n'était pas abolie à l'issue d'un mouvement révolutionnaire des masses.

Pire encore, on se rendit coupable de participer à chaque élection en prétendant devoir profiter des contradictions du régime, pour en réalité cautionner une dictature qui ne voulait pas dire son nom, et du même coup la politique de tous les gouvernements qui se succéderont pendant 60 ans que les uns et les autres affirmeront combattre, bref, on fit preuve d'un opportunisme ou d'un dogmatisme tellement inimaginable, qu'on ne trouva rien de mieux à faire en 2017 que remettre une fois de plus le couvert à des degrés divers il faut toutefois préciser.

Personnellement j'avais refusé d'appeler à voter pour Mélenchon qui n'avait cessé d'enclencher les déclarations contradictoires notamment sur l'UE, en revanche j'ai eu la faiblesse d'adopter une position inverse lors des législatives, ce qui fut une erreur politique pour n'avoir pas suffisamment pris en compte les enseignements de l'expérience grecque. Ce n'est qu'après avoir pris connaissance des résultats du premier tour des législatives, que je me rendis compte que je m'étais laissé abuser par l'optimisme ambiant qui précéda le scrutin, alors qu'il n'avait manifestement pas lieu d'être, non pas au regard du résultat des candidats du Front de gauche à l'époque, mais parce que quoi qu'il adienne il n'y aurait absolument rien à attendre de cette coalition, ce que j'avais perdu de vue un instant. A ma décharge, je pourrais faire prévaloir que je vivais à 10.000 kilomètres de la France et sans aucun correspondant pour m'informer de l'évolution de la situation politique dans ce pays, mais je m'en abstiendrai, je préfère admettre cette erreur et la corriger. C'est à croire que mon passé de militant trotskyste apte à la conciliation m'avait rattrapé ou m'avait joué un mauvais tour, penchant qui d'ailleurs se manifestera à deux autres reprises sur d'autres questions politiques, la Libye et la Palestine occupée, avant que je corrige mes positions, regrettant amèrement de ne pas avoir soutenu la Libye de Kadhafi, du fait que j'avais été très mal informé ou manipulé sur la situation réelle qui prévalait en Libye, et j'en suis revenu à l'établissement d'une République sociale en Palestine sur les cendres de l'Etat sioniste et d'apartheid israélien.

Le plus extraordinaire, c'est que tous les partis politiques présents à l'Assemblée nationale continuent de collaborer quotidiennement avec Macron et son gouvernement, avec le parti unique, LREM, en participant non seulement au simulacre de débat au sein de cette institution, mais également à la totalité des commissions présidées dans leur immense majorité par des députés LREM ou LR qui ont pour unique vocation d'entériner les projets de loi du gouvernement, autrement dit de cautionner la politique farouchement antisociale de Macron ou de l'oligarchie, c'est ainsi que LFI, le PCF et le MRC contribuent l'air de rien à légitimer les lois anti-ouvrières

adoptées par Macron et son gouvernement, ce qui évidemment n'empêche pas la pseudo-extrême gauche de s'allier avec eux ou de lorgner vers eux. La même mascarade a lieu au Conseil économique et social et environnemental en plus théâtral puisqu'y participent les syndicats corrompus en se drapant des mêmes arguments démagogiques qui ne trompent plus grand monde parmi les travailleurs.

Une fois ce constat dressé on est en droit de se demander qu'est-ce qui reste du mouvement ouvrier et de son avant-garde, hormis une flopée d'opportunistes, d'aventuriers ou de charlatans professionnels.

Une autre question se pose.

Macron n'est pas immortel, il est inenvisageable qu'il reste au pouvoir pendant des décennies, tout au plus parviendront-ils peut-être à le maintenir en place pendant deux législatures, mais après ? Mais après, s'ils estimaient qu'il était trop usé et impopulaire pour le faire réélire une nouvelle fois, ils pourraient lui trouver un remplaçant. A moins qu'ils se résignent à devoir subir une alternance. Mais quel parti pourrait prendre le relais de LREM ? A part LR, on en voit aucun qui pourrait éventuellement faire leur affaire. Dans ce cas-là soit au mieux entre temps ils seraient parvenus à en faire un clone de LREM, soit au pire ils s'en contenteraient et ils lui assigneraient de gérer les affaires courantes pendant 5 ans avant que le nouveau candidat de LREM qu'ils auraient fabriqué prenne la relève, à moins qu'ils fabriquent un autre parti qui ne serait qu'une copie de LREM, pourquoi pas après tout, ce ne sont pas les candidats qui manqueraient pour en faire partie.

Comme on le voit, ils ne sont pas au bout de leurs peines, et bien des accidents de parcours pourraient se produire entre temps qui viendraient bousculer ou bouleverser leur plan, ce qui signifie qu'ils n'ont pas encore gagnés la guerre de classes, loin s'en faut, désolé monsieur Warren Buffet !

Les masses exploitées ne se résigneront jamais à subir le triste sort qu'ils leur ont réservé, à nous d'en profiter pour nous préparer et préparer les travailleurs à les affronter non plus dans les urnes mais dans la rue, sur les barricades, les armes à la main, puisqu'il faudra obligatoirement en passer par là pour les chasser du pouvoir ou par une révolution.

Cette question et la conclusion à laquelle nous sommes parvenue en appelle une autre.

Les masses résistent, certes, mais c'est un constat qui doit être nuancé puisque leurs conditions sont très hétérogènes, bref, c'est insuffisant comme analyse. Les masses, disons la classe ouvrière se détourne de plus en plus de la politique, des partis dits ouvriers et des institutions, ce qui se traduit par une abstention massive lors de chaque élection, de plus le mouvement ouvrier et son avant-garde sont disloqués et se présentent devant les électeurs en ordre dispersé, donc ils n'ont aucune chance de parvenir au pouvoir, hormis peut-être LFI qui est une coalition de partis ou d'organisations du même type réactionnaire que Syriza en Grèce, dont l'exercice du pouvoir serait forcément éphémère s'il parvenait à remporter une élection présidentielle ou législative.

Hormis, certains pans de l'aristocratie ouvrière, des fonctionnaires, les travailleurs qui sont sujets à des plans de licenciement ou de fermetures d'entreprises participent à la lutte de classe ou sont organisés dans des syndicats, l'immense majorité des travailleurs se réfugient dans la passivité ou subissent leur sort sans se manifester. Cela ne signifie pas pour autant qu'ils en seraient satisfaits, mais ils s'en contentent jusqu'à preuve du contraire. C'est vers eux que nous devrions nous tourner en priorité. Quant aux autres travailleurs, les intellectuels, les membres des classes moyennes, les artisans, les commerçants, les petits patrons ou de ce qu'on appelle les professions libérales, les médecins, architectes, avocats, etc. ils ont été rejoints par les couches supérieures de la classe ouvrière, ceux qu'on appelle les CSP+, les ingénieurs, cadres, etc. ainsi qu'un grand nombre de retraités qui disposent d'une pension confortable, force est de constater qu'ils rejettent

en bloc le mouvement ouvrier ou la classe ouvrière ou tout du moins ils s'en sont détournés au profit des capitalistes ou leurs représentants. Ils constituent avec la classe des capitalistes la base électorale de la réaction, de LREM, de LR, du PS, de EELV, Générations.

Eux, ils ne s'abstiennent pas lors des élections, bien au contraire, ils sont motivés pour aller voter afin de préserver leurs privilèges, quitte à ce que cela se traduise par une profonde régression sociale qui frappera violemment la classe ouvrière. Cependant parmi eux un grand nombre vit de plus en plus mal la décomposition de la société et la violence aveugle qui en découle. Ils refusent que les valeurs auxquelles ils tenaient ou qui leur permettaient de se donner bonne conscience soit sacrifiées sur l'autel du néolibéralisme, mais quitte à y renoncer ou à l'affronter, ils préfèrent encore que la société s'enfonce encore plus dans le totalitarisme.

C'est donc la combinaison de l'ensemble de ces facteurs, la corruption des couches supérieures de la classe ouvrière, des syndicats et des partis dits de gauche ou d'extrême gauche, la passivité des autres couches majoritaires inorganisées de la classe ouvrière, l'engagement de la classe des capitalistes et des classes moyennes, des intellectuels au côté du régime, sans oublier l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire, qui caractérisent la situation actuelle ou les rapports entre les classes en France.

### **Illustration.**

LREM : Une officine plus qu'un parti, uniquement créé pour confisquer le pouvoir au profit de l'oligarchie qui en disposa à sa guise.

- Travail législatif : "Les textes arrivent trop tard et trop bouclés" estime le président du groupe LREM à l'Assemblée - Franceinfo 31.10.2018

- La guerre des Marcheurs pour la direction du parti - LeParisien.fr 1 novembre 2018

Emmanuel Macron attend de voir les parrainages des candidats et les rapports de force pour peut-être faire connaître sa préférence », confie un proche du Château. Et de conclure : « Sur le fond, il n'y a pas vraiment de différence entre eux. » LeParisien.fr 1 novembre 2018

- A Strasbourg, Macron chante une ode à l'Europe et à la paix - LeParisien.fr

- Budget : l'Assemblée vote une nouvelle hausse de 335 millions d'euros pour la police et gendarmerie - LeParisien.fr 04.11

**2-** En observant attentivement on s'aperçoit qu'après avoir déjà subi l'influence de la social-démocratie et du stalinisme à partir des années 40, leurs discours et leur orientation allaient être influencés de plus en plus jusqu'à nos jours par l'apparition de nouvelles représentations idéologiques, politiques, institutionnelles, scientifiques, etc. qui allaient s'avérer être autant d'instruments pour assurer l'emprise du capitalisme en crise sur l'ensemble de la société, depuis le développement au début des années 70 du mouvement écologiste pro-capitaliste ; à la même époque Médecins Sans Frontières (1971) dont l'un de ses cofondateur fut Bernard Kouchner (PS), le théoricien de l'intervention humanitaire préventive qui servit plus tard de prétexte aux guerres de l'Otan (Serbie, Syrie) ou de l'impérialisme américain (Irak) ; celui antiraciste du milieu des années 80 (SOS Racisme , 1984 ) initié par le PS et fondé par Harlem Désir, Julien Dray et Bernard-Henri Lévy ; puis la montée en puissance des ONG (Instituts, fondations et toutes sortes d'associations) dans les années 90 liées ou créées par des adeptes du capitalisme, subventionnées par les Etats, des institutions internationales (UE, ONU, notamment), de riches donateurs, sans rire, des oligarques philanthropes, et enfin l'explosion d'Internet, des forums et des blogs, sans oublier les réseaux numériques (LinkedIn, MySpace, Facebook, Twitter, Instagram, Snapchat, Google+, Spotify, Youtube) à partir des années 2000...

Tous les représentations idéologiques ou politiques ainsi que les instruments de communication que nous venons de citer, allaient se combiner pour servir des objectifs politiques précis autant que divers, tactiques ou stratégiques, qui devaient se traduire principalement par la dilution ou la dissolution, la décomposition de l'idéologie opposée au capitalisme de manière à ce qu'elle soit dénaturer au point de la rendre méconnaissable ou qu'elle s'éloigne de ses objectifs politiques, si bien qu'elle ne représenterait plus aucun intérêt pour ceux qui seraient tentés de l'adopter, de sorte qu'ils se détourneraient des partis qui la véhiculerait ou demeureraient inorganisés, tandis que ces partis et leur idéologie n'attireraient plus que des conciliateurs, des travailleurs ayant renoncé à changer de société ou des militants ayant renoncé au socialisme ou au communisme.

Cette transformation idéologique de la gauche et de l'extrême gauche ou l'influence croissante que l'idéologie de la classe dominante a sur elles, leur droitisation est très palpable à travers les positions qu'elles ont adoptées au cours des dernières années, et qui les a amenées à reprendre à leur compte la propagande de la réaction ou à participer ou soutenir toutes les opérations qu'elle a montées pour diviser les travailleurs, les détourner du combat politique contre le régime, pendant que les gouvernement successifs appliquaient le programme qui leur avait été dicté par l'oligarchie ou les besoins du capitalisme en crise. Il suffisait que l'oligarchie siffle le début de la récréation, pour que tous veuillent en être, à des degrés divers, parfois discrètement dans leurs publications ou en émettant les réserves d'usage dont les opportunistes professionnels ont le secret, ce qui le cas échéant leur permettait de continuer de tenir un double langage aux militants qui se seraient posés des questions sur leurs réelles intentions.

La gauche et l'extrême gauche adoptèrent en chœur la version officielle de G.W. Bush du 11 septembre 2001 sans tenir compte des multiples contradictions qu'elle comportait, on apprit plus tard qu'il avait été organisé par l'Etat profond et non par Al-Qaïda, et à peine deux mois plus tôt, entre le 4 et le 14 juillet 2001 (Le Figaro) des agents de la CIA avaient discuté tranquillement dans l'hôpital américain de Dubaï avec celui qu'ils présentaient comme l'ennemi n°1 des Etats-Unis et qu'ils prétendaient rechercher, Ben Laden, cela figure dans une fiche de la CIA consultable sur Internet, une farce pour les nigauds ! ; les "Printemps arabes" qui correspondaient au plan échafaudé par l'état major du Pentagone et par la NED/CIA, et qu'il aurait fallu soutenir aveuglément, plus tard on obtint une multitude de détails qui le confirma ; ils furent des Charlie hystériques au point de lancer une injonction à tous ceux qui refuseraient d'en être, sous peine d'être caractérisé d'ennemi de la liberté de la presse ou de la liberté de pensée, rien que cela, alors que les autorités refusèrent de répondre aux nombreuses questions que posaient leur version des faits qui manifestement comportait des contradictions, plus tard on apprendra que les auteurs présumés avaient été approchés par le DGSI et qu'ils avaient eu des rapports avec des officiers de l'armée ainsi que des trafiquants d'arme liés à l'extrême droite ; ils adoptèrent évidemment le mariage pour tous qui était tourné contre les masses et leurs préjugés archaïques, cette loi était censés accorder de nouveaux droits aux homosexuels, ceux-ci croiront que désormais ils pourraient afficher en public leur penchant sexuel, résultat, depuis les actes homophobes se sont multipliés ! Un bulletin de vote n'a jamais entraîné un changement de régime, et une loi n'a jamais modifié les croyances ou n'a jamais eu d'emprise sur les préjugés des masses ; lors des guerres de l'Otan contre la Libye et la Syrie, certains allèrent jusqu'à justifier le bombardement de la Libye ou réclamer celui de la Syrie (NPA), tous s'employèrent à traiter de la même manière les barbares issus d'Al-Qaïda et Kadhafi ou Bachar el-Assad, et une fois de plus ils reprirent à la virgule près la propagande de la coalition qui massacra les peuples libyen et syrien et détruisit la Libye et Syrie, jamais ils ne firent référence au niveau de développement atteint par la Libye ni aux droits sociaux des travailleurs libyens supérieurs à ceux des travailleurs français ou des puissances occidentales ; juste après l'élection de Trump, ils soutinrent la Marche de femmes aux Etats-Unis en se gardant bien de préciser qu'elle avait été organisée par le parti démocrate et financée par Soros ; ils soutiennent également l'organisation « Black lives matter » financée également par Soros ; les plus décomposées allèrent jusqu'à adopter l'écriture inclusive (NPA) ; ils soutiennent le mouvement pour l'indépendance de la Catalogne qui reçut l'appui financier de Soros ; dernièrement ils soutinrent en coeur l'afflux massif de réfugiés en Europe qui fut orchestré par ceux qui avaient programmé de longues dates les "Printemps arabes" ; et pour finir ils prirent la

défense du journaliste saoudien Jamal Khashoggi qui fut assassiné sur ordre du prince héritier Mohammed ben Salmane, alors que Khashoggi était un sordide collaborateur du Washington Post et du New York Times ou un agent de l'Etat profond américain qui faisait l'apologie de Daesh et Al-Nosra, etc. etc. etc.

Cette liste n'est pas exhaustive, chaque fois, soit ouvertement et de manière persistante donc assumé ou soit plus discrètement et sournoisement, lors de déclarations qui ne devaient pas laisser un souvenir impérissable ou dans leurs publications dans un entrefilet en dernières pages, histoire de laisser une trace pour la postérité et qu'on ne leur reproche pas de ne pas en avoir été, ils se rangèrent au côté de la pire réaction incarnée par le clan de l'oligarchie représenté par le parti démocrate et les républicains les plus réactionnaires dont faisait partie feu MacCain, ils soutinrent ou participèrent à toutes leurs opérations ou campagnes, provocations, coups tordus et pire encore.

Les meilleures intentions du monde n'ont jamais remplacé une analyse objective et impartiale.

C'est ainsi qu'ils ne purent célébrer la libération d'Alep-Est au côté du peuple syrien, au contraire, ils la vécurent comme une amère défaite au côté des barbares d'Al-Nosra et de la coalition emmenée par les Américains, un comble, pas seulement parce qu'ils avaient refusé de soutenir la République arabe syrienne contre ses agresseurs, aussi parce qu'ils ne voulaient pas passer pour des suppôts des satans russe et iranien, ce qui témoignait si nécessaire qu'ils étaient bien sous l'emprise de la propagande de nos ennemis, sans que l'on remette en cause un instant leurs intentions notez bien, c'est très important de le préciser.

Qu'on se comprenne bien, on n'a jamais affirmé que la gauche et l'extrême gauche auraient adopté consciemment les besoins du capitalisme en crise ou qu'elles auraient délibérément changé de camps.

Non, ce que je me suis employé à expliquer ou à montrer sommairement, peut-être plus ou moins maladroitement, c'est possible, c'est que les positions opportunistes ou gauchistes qu'ils ont adoptées étaient le produit d'une analyse erronée de la société, de la situation politique et plus précisément de l'évolution de la crise du capitalisme, qu'ils abordent en se basant sur des critères en partie obsolètes et en ignorant les nouveaux facteurs qui sont apparus lors de seconde moitié du XXe siècle ou lors des 5 dernières décennies, ce qui les conduit à une terrible confusion et à faire le jeu de la réaction.

Tenez, en voici un exemple. Laissons de côté la Fed sur le fonctionnement de laquelle ils font l'impasse, tous censurent l'existence d'institutions internationales comme le groupe Bilderberg, la Commission Trilatérale ou le Council Foreign Relation (CFR) qui ont été fondés à l'initiative des oligarques anglo-saxons, et tous occultent l'existence de l'Etat profond qui est né de l'emprise d'une poignée d'oligarques parmi les plus riches ou puissants du monde ou dont les empires financier et industriel tentaculaires s'étendent à tous les secteurs économiques et sociaux de la société sur pratiquement tous les continents.

Comme le firent l'ensemble des oligarques, ce clan de l'oligarchie (celui qui est à l'origine de la fondation de la Fed en 1913) s'investit très tôt dans la politique, depuis plus d'un siècle, c'est navrant de devoir le rappeler puisque nombreux sont ceux qui ne l'ont pas à l'esprit, que voulez-vous on en est arrivé là aujourd'hui, bref, et au fur à mesure que la fortune de ce clan augmenta, son pouvoir politique s'accrut également, jusqu'au jour où il devint si puissant qu'il fut en mesure d'influencer la politique que le gouvernement américain devait appliquer, pour en arriver à lui dicter ou lui imposer, ce qui signifiait qu'entre temps il était parvenu à s'infiltrer puis à étendre son pouvoir à l'ensemble des institutions américaines, y compris en imposant son candidat à la présidence des Etats-Unis, sans qu'il soit garanti d'être élu pour autant, ce qui importait peu puisqu'il était parvenu également à corrompre les deux seuls partis en mesure de présenter des candidats ainsi qu'une grande partie de leurs élus, le parti républicain et le parti démocrate.

Depuis déjà plusieurs décennies jusqu'à nos jours.

Ce clan de l'oligarchie financière a littéralement pris le pouvoir aux Etats-Unis, tandis que le clan adverse davantage constitué de grandes fortunes industrielles ou d'oligarques seulement millionnaires est son unique concurrent. Si le premier avance à découvert parce qu'il ne peut pas faire autrement, quand on est banquier, il est inutile d'essayer de camoufler ses réelles intentions, le second a adopté le masque de la gauche pour conserver sa base électorale constituée essentiellement par les classes moyennes et certains pans de la classe ouvrière dont les syndicats corrompus.

C'est ce rapport qui prévalait pendant longtemps entre les différents clans de l'oligarchie et entre les classes qui a été remis en cause par l'arrivée de Reagan au pouvoir, entraînant le basculement progressif du parti démocrate dans le camp des républicains, et Bill Clinton devait être le premier président des Etats-Unis ouvrant cette nouvelle période dominée par l'emprise de ce clan de l'oligarchie financière sur la politique américaine. Pour autant, tous les oligarques qui s'étaient investis dans le parti républicain n'étaient pas acquis à la stratégie définie par Rockefeller ou les piliers du groupe Bilderberg, tout comme au sein du parti démocrate, le parti républicain faisait l'objet de division et comportait différents courants, ce qu'on put observer par exemple lors des déclarations très médiatisées du courant Tea party, mais surtout lors du 11 septembre 2001.

Ce jour-là, il se produisit une série d'incidents au cours desquels on put observer que Bush n'avait été informé ou avait été dépassé par les événements. Après avoir disparu dans un premier temps, Bush et le gouvernement des Etats-Unis furent neutralisés ou suspendus de leur fonction par une autorité suprême qui ne pouvait être que l'Etat profond ou les commanditaires de ces attentats, par la suite il devait réapparaître en tenant un discours pour le moins incohérent, pour finalement lire à la nation américaine la version officielle qui manifestement lui avait été dictée sous la menace et qu'il allait dorénavant adopter. Dans un premier temps, des journalistes de CBS et d'autres médias, qui ne faisaient pas partis du premier cercle des initiés qui avait été mis dans la confiance de ce complot ou inside job, attentat commis par l'Etat profond sous un faux drapeau et qui serait attribué à Al-Qaïda et Ben Laden, fournirent des détails sur ce qui était en train de se produire sous leurs yeux ou relatèrent des témoignages de personnes sur les lieux du WTC qui disparaîtront par la suite parce qu'ils contredisaient la version officielle.

Qu'est-ce que cela signifie ou où je voulais en venir, c'est qu'il existe dans ce pays une organisation occulte qui détient plus de pouvoir que le président des Etats-Unis, donc qui est en mesure d'influencer ou de lui dicter sa politique étrangère, qui peut organiser des attentats, des coups d'Etat, fomenter des guerres ou des guerres civiles et le forcer à intervenir dans un ou des pays, qui peut aussi lui imposer de prendre certaines mesures économiques en faveur de l'oligarchie financière, etc. Dès lors, quand on aborde la politique américaine ou son orientation, si on refuse d'admettre l'existence de ce gouvernement parallèle, on pourra commettre l'erreur d'imputer au chef de l'Etat ou à son gouvernement des mesures qui sont en réalité imputables à l'Etat profond en désaccord avec lui, et qui défend généralement les positions les plus extrémistes.

Cette confusion ou ce manque de discernement ne sera pas sans conséquences politiques, puisqu'il pourra nous amener à désigner le chef de l'Etat comme l'auteur de ces mesures, alors qu'en fait elles provenaient de l'Etat profond, concessions qu'il a été obligé de lui accorder, tandis que parallèlement il adoptait des mesures qui allaient à l'encontre de la politique du clan adverse de l'oligarchie. Cet aveuglement pourra nous conduire à s'acharner sur lui au moment même où il prenait des mesures qui méritaient notre soutien au lieu de les condamner, ce qui aurait été le comble de l'absurde ou nous aurait totalement discrédité aux yeux des travailleurs, par exemple quand Trump prit la décision de cesser d'armer Al-Nosra et Daesh en Syrie, ce qui siffla pratiquement immédiatement la fin de la guerre contre la Syrie, sauf à la frontière turque et dans une poche entre la Syrie et l'Irak.



Sans aller jusqu'à manifester notre soutien à Trump, on pouvait très bien prendre acte de cette décision et l'attaquer sur d'autres aspects de sa politique, ce n'était pas les sujets qui manquaient, de sorte qu'on apparaissait ni comme des ennemis du peuple syrien ni comme des suppôts de Trump, de cette manière on exprimait notre totale indépendance de l'impérialisme. On demeurait strictement sur notre terrain de classe, ce qui pour nous est essentiel pour ne pas nous écarter de nos objectifs politiques. Ceux, qui percevaient ici une épouvantable collusion avec Trump ou nous reprocheraient de le ménager, manqueraient singulièrement de mesure et se comporteraient en gauchistes.

Trump vient pour ainsi dire d'intimer l'ordre à l'Arabie saoudite de mettre fin à la guerre au Yémen sous 30 jours, et l'ensemble des puissances occidentales ont annoncé dans la foulée qu'elles soutenaient cette décision, donc je ne vois pas pourquoi j'irai au même moment manifester spécialement contre la venue de Trump en France ou soutenir ses adversaires qui au sein de l'Otan envisagent sérieusement de déclencher une guerre contre la Russie qui se transformerait automatiquement en guerre mondiale.

Si on voulait rappeler notre condamnation de la Première Guerre mondiale du XXe siècle, c'était plutôt contre l'oligarchie financière et devant la Bourse de Paris ou à défaut devant l'ambassade de Grande-Bretagne ou devant l'Elysée qu'il fallait appeler à manifester le 11 novembre.

Ce qui est certain ou ce qu'on peut percevoir très nettement, c'est que plus la gauche et l'extrême gauche s'embourgeoisent ou penchent vers la petite bourgeoisie ou les couches les plus favorisées de la classe ouvrière, plus elles auront tendance à se droitiser ou à prendre le chemin emprunté par le PS et le PCF pour finalement se placer au côté de la réaction.

Je n'ai pas le temps de poursuivre cette analyse.

**3-** La gauche et l'extrême gauche se sont enfermées dans le déni permanent de pans entiers de la réalité, partant de là elles ne peuvent livrer que des discours démagogiques ou teintés de démagogie, produire des analyses erronées, développées des théories foireuses, et par conséquent définir des tâches qui ne correspondent pas à la situation ou aux rapports entre les classes, de sorte qu'en dehors d'assurer la survie des appareils de leurs partis, leur activité politique ne sert en rien notre cause, puisqu'ils ont été impuissants depuis plus d'une demi-siècle à empêcher que notre ennemi applique pas à pas sa stratégie, et surtout ne venez pas nous raconter que par exemple la gauche et l'extrême gauche seraient à l'origine de la préservation de notre système de retraite que l'on doit uniquement aux militants et aux travailleurs qui s'étaient mobilisés, tandis que la collusion de nos dirigeants avec les bureaucrates corrompus des syndicats s'étalait au grand jour, distinction qu'il faut toujours avoir à l'esprit et qui fait malheureusement défaut chez la plupart des militants, ce qui explique en partie pourquoi nous ne sommes pas parvenus à construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire.

Il y a bien des discours ou des positions adoptés par les dirigeants qui troublent ou embarrassent bien des militants qui n'en comprennent pas la signification politique. On leur dit ici, c'est la première question qu'ils doivent se poser, après ils y verront plus clairs. Ce n'est pas à moi d'y répondre à leur place, ensuite ce sera aussi à eux d'en tirer des conclusions politiques ou de se demander de quelle manière ils doivent les caractériser. Moi j'ai déjà effectué ce travail que chacun doit faire de son côté, ma réflexion n'engage que moi, vous comprenez, je ne pense pas à votre place et je n'admettrais pas que vous ou quiconque pense à ma place.

J'ai déjà expliqué dans de précédentes causeries, qu'on ne pourrait progresser aussi bien sur le plan individuel que collectif qu'ensemble, de la même manière que globalement on ne s'en sortira pas autrement, ce qui semble avoir été mal compris comme beaucoup d'autres choses d'ailleurs.

Pour la énième fois je le répète, mon objectif n'a jamais été de vous convaincre de quoi que ce soit, de vous vendre je ne sais quelle salade pour parodier Engels, cela ne m'intéresse pas, et quand quelqu'un me témoigne sa confiance, je trouve cela suspect et je fais tout pour qu'il adopte une autre attitude envers moi, c'est peut-être pousser un peu trop loin les scrupules ou les principes direz-vous, peut-être dans certains cas, je n'en sais rien, en revanche je me suis aperçus que c'était justifié dans la plupart des cas puisque je n'ai plus entendu parler de l'intéressé !

Je pars du principe que chacun est libre de penser ou d'avoir le comportement qu'il veut, à condition de l'assumer ainsi que les conséquences qui en découlent. La plupart des gens ont une personnalité qui est faite de bric à brac, d'idées venues de partout qu'ils ne maîtrisent pas généralement ou dont ils n'ont pas réellement pris conscience... Et bien moi non plus je n'échappe pas à cette règle, à ceci près que je suis d'un bloc, rien ne m'échappe ou presque, j'analyse tout ce qui me tombe sous la main, tout ce que j'observe, chaque expérience, même la plus insignifiante au premier abord, il faut au minimum que j'en ai conscience, au mieux que j'en tire un enseignement. C'est ainsi que lorsque je balaie, je cuisine, je fais les courses, je fais le ménage, j'entretiens le jardin, j'actualise le portail, etc. j'ai adopté les techniques les plus rationnelles ou performantes, les plus productives (pour se marrer) qui soient, les plus économes en temps et en énergie, en argent aussi, j'y ai réfléchi en m'observant attentivement, c'était indispensable pour que je m'améliore, et je n'admettrais pas qu'on puisse me donner une leçon de balayage, quelle honte j'aurais, j'aurais l'impression de n'avoir jamais progressé au cours de ma vie, vous imaginez un peu le traumatisme !

L'insouciance et l'oisiveté, l'absence de curiosité et le manque d'initiative ou d'audace caractérisent les gens médiocres et soumis au quotidien qui se laissent dicter leur destin et qui font notre malheur, vous ne voudriez tout de même pas qu'on les prennent comme modèle, franchement.

Par oisiveté, on entend au-delà du rentier, refuser de faire le moindre effort ou sacrifice pour élever son niveau de conscience ou améliorer son comportement, bref, se laisser vivre en général. La plupart des gens sont également injustes envers les autres, alors qu'ils font preuve d'insouciance et d'indulgence surtout envers eux-mêmes, ils passent leur temps à les juger alors qu'ils devraient s'en abstenir ou commencer par eux mêmes, cela s'adresse aussi à bien des lecteurs en ce moment, je le sais, je n'ai même pas besoin de les connaître pour pouvoir l'affirmer sans prendre le risque de me tromper.

### **Le pouvoir de nuisance des médias ne date pas d'hier ni d'avant-hier.**

- Si la presse joue ce rôle néfaste, c'est d'abord parce qu'elle est presque tout entière « aux mains d'une poignée de gros capitalistes qui ont intérêt au maintien du capitalisme et qui tentent donc d'empêcher les gens d'apprendre à penser<sup>12</sup>.

Les conséquences de cette mainmise capitaliste sur l'information sont, aux yeux d'Orwell, si désastreuses que – pourvu que soit garantie l'indépendance des petits journaux et des hebdomadaires de façon à permettre à toute opinion, quelle qu'elle soit, de trouver un lieu d'expression –, la perspective d'une nationalisation partielle ou totale de la grande presse n'est pas pour l'effrayer :

« Il semble que nationaliser la presse serait du "fascisme", alors que la "liberté de la presse" consiste à permettre à quelques millionnaires de contraindre plusieurs centaines de journalistes à falsifier leurs opinions. [...] Mieux vaut être contrôlé par les bureaucrates que par les escrocs ordinaires<sup>13</sup>. (Jean-Jacques Rosat - Chroniques orwelliennes - Collège de France)

Notes.

12. AMG-19.

### 13. AMG-80 & AMG-19

Nos dirigeants ont toujours défendu aveuglément la liberté de la presse, de la même manière ce sont de fanatiques défenseurs des droits de l'homme que dénonçait Marx. Bref, ils font partie des pires démagogues qui soient ou les fossoyeurs de notre cause.

Ils nous expliquent pour se justifier, qu'aujourd'hui c'est un journaliste ou un journal qui est attaqué, peu importe qu'il soit de droite il faut prendre sa défense, car si on laisse faire demain ce sera l'ensemble des journalistes et de la presse qui seront attaqués et nous en serons également victimes... Ils ont pris la défense d'Aubenas qui est une crapule, une pourriture. Et alors, vous croyez réellement que si cela se produisait les journalistes des médias-oligarques ou d'autres partis voleraient à votre secours. Non mais, il faut être tombé sur la tête pour croire un truc pareil, excusez-moi, ils sont moins cons que vous, ils en rajouteraient une couche pour que vous disparaissiez et ils seraient les seuls à s'en tirer. Et dire qu'il y en a parmi nous pour adhérer à cela !

La propagande de la réaction passe par les médias ou plus exactement par l'AFP et les instituts de sondages, ils se complètent ou partagent le sale boulot de la désinformation, des fausses nouvelles, etc.

S'agissant de l'AFP, cette officine n'est pas proprement dite aux ordres de Macron ou de la présidence de la République. Non, le venin qu'elle distille quotidiennement et que répercutent les médias provient d'ailleurs, de l'Etat profond qui sévit également en France et qu'incarne le clan de l'oligarchie réputée le plus extrémiste ou le plus va-t-en-guerre qui s'est donné pour objectif d'instaurer un nouvel ordre mondial ou un régime totalitaire planétaire.

Prouvez-le, direz vous. C'est très simple, par les faits.

On en veut pour preuve que lorsque Sarkozy avait décidé de se représenter en 2012, alors qu'il avait encore toute les chances de l'emporter, puisqu'il ne lui manquera à peine un peu plus d'1 million de voix pour être réélu au soir du second tour face à Hollande, l'ensemble des médias se sont soudain férocement acharnés sur lui pour le descendre, et ils y sont parfaitement parvenus, alors que 5 ans plus tôt ils avaient adopté un comportement inverse.

Cela signifiait que les médias avaient reçu ordre d'agir de la sorte ou sans même que cela soit nécessaire, ils étaient arrivés à la conclusion que Hollande ferait mieux l'affaire que Sarkozy pour poursuivre l'application de la politique dictée par les besoins définis par ce clan de l'oligarchie. Ils n'étaient pas devenus pour autant spontanément de gauche ou social-démocrates, ils ne prenaient pas non plus le risque inconsidéré de porter au pouvoir un président qui pourrait incarner dans la tête des électeurs l'ennemi de l'oligarchie ou de la finance ou encore du capitalisme, puisqu'ils savaient pertinemment que même si cette illusion leur avait traversé un jour la tête, elle serait vite dissipée par les engagements que prendraient Hollande vis-à-vis de ce clan de l'oligarchie dont finalement il était un agent, c'était d'ailleurs pour cette raison qu'ils en firent le moment venu leur candidat au détriment de Sarkozy. Tout se tient comme vous pouvez l'observer, attendez. ce n'est pas fini.

Et le même scénario se reproduisit 5 ans plus tard, quand ils déboulonnèrent littéralement Fillon pour faire élire Macron. Ce clan de l'oligarchie avait mis près de 10 ans à fabriquer minutieusement le candidat idéal qui aurait pour unique mission de liquider le Code du travail et le système de retraite par répartition, et ils estimèrent qu'il était fin prêt pour entrer en action, ce qui désappointa amèrement Fillon qui avait un temps pressenti pour accomplir cette sale besogne, il tenta de résister, mais face à l'énorme machine de propagande qu'ils déchaînèrent contre lui il n'avait aucune chance de s'en tirer et finalement ils parvinrent à le briser net, exactement comme ils l'avaient fait 5 ans plus tôt avec Sarkozy.

Et c'est encore ce clan de l'oligarchie qui orchestra la dernière provocation dont fut victime Mélenchon et LFI, et non Macron ou des membres de son gouvernement qui rappelons-le n'ont absolument aucune marge de manoeuvre, aucun pouvoir, et quand on l'oublie ou qu'on l'ignore, on ne peut pas comprendre ce qui se passe réellement.

Les vociférations de Mélenchon étaient parfaitement justifiées, mais vous aurez constaté comme moi qu'il s'est trompé de cible, en réalité c'était l'oligarchie qu'il fallait viser et non Macron, car ce sont les médias et les institutions de sondages qu'elle contrôle qui vont lui causer le plus de tort et non les déclarations de Macron que beaucoup de gens n'écoutent même plus, en revanche ils n'échapperont pas au matraquage quotidien des médias et de leurs réseaux numériques. Pour conserver une neutralité ou indépendance de façade, les médias et les instituts de sondages recourent à la méthode du double langage qui consiste par exemple, à adopter une fois un ton critique envers Macron pour ensuite l'encenser dix fois de suite. Autre exemple, ils vont sortir des sondages défavorables à Macron assortis de commentaires au vitriole sur Mélenchon.